

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 06/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES THOMAS

15 boulevard du chateau
BP 25
42210 Montrond-les-Bains

Références : UID4243 MEA 021 144
Code AIOT : 0006109713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté Les Rayettes 42110 Cleppé. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- Les Rayettes 42110 Cleppé
- Code AIOT : 0006109713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.THOMAS a été autorisée initialement le 12 février 1991 à exploiter, pour une durée de 20 ans, une carrière de sable et graviers d'alluvions à CLEPPE, au lieu-dit « Les Pierres », d'une superficie de 20 ha.

Suite à une nouvelle demande en 2008, la Société THOMAS a été autorisée à ouvrir un nouveau site à proximité immédiate, au lieu-dit "Les Rayettes" (arrêté préfectoral d'autorisation du 02/09/2009). La société Carrières Thomas a déposé en 2017 une demande de prolongation de l'autorisation

d'exploiter pour une durée de 10 ans, concernant le site des « Rayettes » dont l'autorisation se terminait le 2 septembre 2019. L'autorisation a donc été prolongée jusqu'en 2029.

L'exploitant a souhaité néanmoins restituer à un agriculteur les terrains déjà remis en état et a donc déposé un dossier de cessation partielle d'activité.

L'Inspection a pour but de vérifier le réaménagement des parcelles visées dans le dossier de cessation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Parcelles cadastrales	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 2	/	Sans objet
2	Principe de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8	/	Sans objet
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2	/	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2	/	Sans objet
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2	/	Sans objet
6	Principe de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les parcelles visées dans le dossier de cessation d'activité ont été réaménagées conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (pour ce qui était vérifiable visuellement).

Le suivi du site et en particulier du remblayage avec des matériaux extérieurs au site et de la qualité des eaux souterraines a été réalisé avec rigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Parcelles cadastrales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Parcelles cadastrales récolées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les parcelles cadastrales concernées sont les suivantes :

N° de parcelles	Superficie autorisée (m²)	Occupation du sol
202 pp	53020	Cultures
203	3610	Bois-Cultures
204	14000	Cultures
205	15220	Cultures
211	14460	Cultures
305 pp	14940	Cultures
307	37240	Cultures
Partie du chemin de desserte non cadastré	1130	Cultures
TOTAL	153620	

Constats : Suite à une division foncière, les numérotations cadastrales ont évoluées. L'exploitant a transmis un document du géomètre, daté du 27/02/2023, attestant les parcelles et leurs superficies abandonnées.

Le tableau suivant permet de récapituler les évolutions du cadastre et d'identifier les superficies abandonnées et celles restant autorisées :

N° de parcelles incluses dans l'AP du 02/09/2009	Superficie autorisée (m²)	Cadastre mis à jour	Superficie abandonnée (m²)	Superficie non abandonnée (m²)
202 pp	53020	607	1813	0
		606	--	51207
203	3610	609	1851	0
		608	--	1759
204	14000	611	9173	0
		610	--	4827
205	15220	613	6251	0
		612	--	8969
211	14460	211	--	14460
305 pp*	14940	305 pp	14884	0
307*	37240	307	35901	0
*Partie du chemin de desserte non cadastré	1130	Chemin	1116	0
TOTAL	153620		70989	81222

* les différences mineures entre les superficies autorisées et les superficies abandonnées sont liées au fait que les données initiales du dossier sont estimées alors que les superficies abandonnées sont attestées par le géomètre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Principe de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8
Thème(s) : Autre, Remis en état Phase 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réaménagement paysager vise à créer un espace mixte : <ul style="list-style-type: none">• un pôle agricole dans la continuité des espaces agricoles existants à l'ouest du site,• un milieu naturel en lien avec les milieux alluviaux de la Loire et le site des Pierres avec la création de deux plans d'eau. Cette remise en état s'effectuera au fur et à mesure de la progression de l'exploitation. En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Le schéma d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté (Annexe VII). En particulier, les superficies visées par un réaménagement agricole devront être remise en état selon les modalités définies par le protocole élaboré en concertation entre la chambre d'agriculture et l'UNICEM.
Constats : Le dossier concerne le réaménagement des parcelles situées à l'ouest. Elles sont réaménagées en terrain agricole et avec un plan d'eau sur la parcelle 307 conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et en particulier à l'annexe VII. Le dossier de cessation n'évoque pas les modalités de remise en état des terres agricoles. A noter toutefois que le protocole élaboré en concertation entre la chambre d'agriculture et l'UNICEM n'a jamais été signé. La remise en état étant effective depuis début 2021, il a pu être constaté que le terrain a été convenablement restauré dans sa topographie et qu'il est déjà remis en culture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2
Thème(s) : Autre, Zone de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 3.6.
Constats : L'exploitant a établi un plan permettant de repérer les zones remblayées par année, et en indiquant la superficie approximative, en cohérence avec le registre de suivi des remblais extérieurs au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2
Thème(s) : Autre, Registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;• l'origine et la nature des déchets ;• la référence du document préalable cité au point 3.2. ;• le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;• la masse des déchets ;• la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.</p>
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un registre papier pour les années 2009 à 2017 et un registre informatisé pour les années suivantes. Ce registre indique bien la date, la nature des déchets (indication des caractéristiques: terrassement, démolition...), leur provenance et la quantité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La surveillance peut, en fonction du contexte hydrogéologique, concerner une ou plusieurs nappes aquifères souterraines et une ou plusieurs carrières dans le cadre d'une convention de surveillance collective.</p> <p>Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylène), les métaux lourds et les COHV (Composés organo-halogénés volatils). Ces analyses sont réalisées par un laboratoire compétent. Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue au minima une surveillance semestrielle, du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en période de hautes et basses eaux. Cette surveillance s'arrêtera 6 mois après l'arrêt de l'exploitation.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée, • communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité dans les formes prévues à l'article R.512-74 du code de l'environnement susvisé. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après le dernier apport de déchets.</p>
<p>Constats : En 2010, l'exploitant a fait installé 3 piézomètres : un placé à l'amont et 2 placés à l'aval. Un 4ème piézomètre a été installé en 2018.</p> <p>L'exploitant a réalisé une surveillance semestrielle, en hautes eaux et en basses eaux.</p> <p>L'ensemble des paramètres de l'article 8.2.5 est analysé. Des graphes permettent de voir l'évolution depuis le début des campagnes d'analyses (janvier 2010).</p> <p>Le dernier rapport reçu, concernant le prélèvement du 13/10/2022, soit presque 2 ans après la fin du réaménagement ne relève aucun signe évident de dégradation du fait de l'activité d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Principe de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.2.6
Thème(s) : Autre, Couverture finale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque la cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets est atteinte, la couverture finale suivante est mise en place : matériaux naturels et/ou terre végétale issus de la découverte du site en une couche d'épaisseur minimale de 0,5 mètre. La couverture finale est mise en place au plus tard huit mois après avoir atteint la cote maximale. La couverture finale doit être conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à permettre un aménagement conforme à l'usage futur du site.
Constats : L'épaisseur de la couche de terre végétale n'a pas pu être vérifiée. Le plan topographique joint au dossier permet de constater que les parcelles remises en état ont été remblayées jusqu'à la côte du terrain naturel (entre 324 et 325 m NGF).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet